

Les étudiants en guerre contre l'UQO

La guerre est officiellement déclarée entre l'association étudiante de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) et l'administration de l'établissement.

Justine Mercier
jmercier@ledroit.com

Les deux étudiants qui siègent au conseil d'administration de l'UQO ont quitté la réunion d'hier soir immédiatement après qu'une hausse des frais afférents ait été adoptée par une majorité de sept contre quatre. Les étudiants à temps plein (cinq cours) de l'UQO verront donc leur facture augmenter de 75\$ par session, ce qui représente par année 570 000\$ de revenus supplémentaires pour l'UQO.

« On ne voulait appuyer d'aucune façon une instance qui prend des décisions aussi irresponsables », a lancé le président de l'Association générale des étudiants (AGE), Étienne Simard, à sa sortie de la rencontre.

Une quarantaine d'étudiants ont manifesté à l'entrée de la salle, juste avant le début de la réunion.

Scandant « oui à l'abolition, non à la hausse », les étudiants ont dédié au recteur de l'UQO une chanson sur l'air de *Gens du pays*. Munis d'un porte-voix dirigé vers la salle de réunion, ils ont entonné « Jean Vaillancourt, c'est à ton



Les étudiants de l'UQO ont manifesté hier avant la réunion du conseil d'administration. À l'avant, le recteur Jean Vaillancourt discute avec un étudiant.

tour, de payer les frais afférents ».

M. Vaillancourt a indiqué hier soir qu'il sympathisait avec la situation des étudiants, mais que l'UQO fait face à diverses problématiques qui nécessitent une augmentation des revenus.

« On doit financer des projets de développement technologique, notamment au niveau de la bibliothèque, où notre système informatisé est complètement

désuet », a expliqué le recteur.

L'association étudiante tâtera prochainement le pouls de ses membres sur les moyens de pression qu'ils désirent entreprendre à la suite de cette décision.

« On prend ça comme une déclaration de guerre, et une grève d'une journée ou de trois jours n'est pas exclue », a indiqué le vice-président de l'AGE, David

Clément. « C'est clair que des actions musclées sont à prévoir tant que la décision ne sera pas renversée », a ajouté Étienne Simard.

Jean Vaillancourt a mentionné qu'il composera avec la réalité en temps et lieu. « Je trouve toujours cela désolant lorsque les étudiants se privent de leurs journées académiques », a-t-il toutefois souligné.

LeDroit

La langue de l'UQO

Le hasard et le militantisme de certains citoyens ou groupes font en sorte que la place du français – et par inversion, des autres langues et de ceux qui les parlent – soit débattue en même temps à l'Université d'Ottawa et à l'Université du Québec en Outaouais. Les deux litiges embrassent des questions de fond qui, selon certains, modèleront l'enseignement universitaire en français dans la région. Dans les deux institutions, des comités sont à pied d'œuvre pour conseiller les directions respectives.



Pierre Jury

pjury@ledroit.com
Éditorialiste

À l'Université d'Ottawa, après de bouillantes sorties le printemps dernier, le comité poursuit son travail en sourdine. Comme si sa création même avait calmé les esprits.

Ce n'est pas le cas à l'Université du Québec en Outaouais. Au point où des accusations de racisme ont pointé dans la bouche d'un des étudiants, Louis Albert, envers la direction de l'UQO.

À son avis, elle ne cherche qu'à mettre la clef sous la porte du programme de maîtrise en gestion de projet offert en anglais. Cette affirmation est douteuse et l'utilisation du mot « racisme » ne sert qu'à jeter de l'huile sur le feu, surtout dans le contexte d'un large débat public sur les accommodements raisonnables au Québec. Ce n'est pas de cette manière que toutes les parties feront entendre leurs points de vue.

À travers tout cela, une caractéristique essentielle de l'UQO demeure: il s'agit d'une institution d'enseignement publique, élément d'une université d'État d'un Québec francophone. Ce caractère linguistique doit être présent, net et affirmatif. Elle doit être un fleuron de la culture française. Cela est d'autant plus clair que l'UQO est établie dans une région frontalière où seul l'anglais règne officiellement en Ontario, où les services en français à Ottawa, hors des institutions fédérales (et encore!) sont clairsemés, hésitants ou carrément absents.

Dans ce terreau de culture française est néanmoins né un programme d'études de deuxième cycle offert en anglais, parallèlement à celui dans la langue de Molière. La compétition entre universités est parfois féroce et chacune tente de se démarquer de la voisine en présentant à ses futurs étudiants un programme encore mieux taillé sur mesure. L'UQO a réussi à ce niveau.

Plusieurs soutiennent que l'UQO ne doit pas mettre la clef sous la porte de son programme anglophone parce que les surplus qu'il génère sont ainsi appliqués à améliorer l'expérience universitaire de tous. En fait, que le programme soit très, moyennement, ou juste un petit peu, rentable ne change rien à l'équation fondamentale: l'UQO peut-elle offrir un ou des programmes en anglais?

BIENVENU PARMIS NOUS

Notre réponse est oui, suivi de quelques bémols.

Une fois affirmé haut et fort le statut francophone de l'UQO, la présence d'une très faible minorité – ces mots sont d'une importance capitale – pendant certaines heures sur le campus ne peut être vue comme menaçante. De la même manière que les 300 millions de locuteurs anglophones en Amérique du nord ne sont nullement menacés par 8 millions de francophones. Agacés parfois, oui, mais menacés, non.

Dans le contexte précis du Québec et de l'UQO, la présence d'un contingent anglophone ne confère cependant pas des droits à la minorité anglophone. Ces étudiants doivent comprendre et accepter qu'ils se retrouvent dans une situation minoritaire et qu'une minorité est mal placée pour exiger des services (encore moins en les réclamant à coups d'accusations de « racisme »!).

La langue de la majorité et de l'UQO fera en sorte que tout l'affichage sera en français, que le personnel ne sera pas toujours bilingue et disponible pour les aider, que les communications institutionnelles se feront en français. Cela n'écarte ni le bon sens ni le bon vouloir envers des gens d'une autre culture. C'est ce que la cour a voulu résumer en utilisant l'expression « accommodement raisonnable », avec les glissements de sens qui ont malheureusement fusé.

Bref, le message aux quelque 300 étudiants étrangers inscrits à l'UQO doit être: « vous êtes bienvenus et nous ferons notre possible pour que votre séjour parmi nous soit plaisant et formateur. Mais rappelez-vous toujours que vous étudiez dans le réseau francophone d'un Québec francophone, et que nous espérons que cet environnement s'avèrera un atout dans votre ouverture sur le monde. »

January 23, 2007



Building for a future Students' house construction project providing education from the ground up

By LAURA CZEKAJ, OTTAWA SUN

It's a classroom with no heating, no windows, and bare bones to say the least.

In the freezing weather, the St. Joseph High School students wear the warmest outdoor gear, hard hats and work boots. Their education is being driven home with every nail they hammer and wood frame they erect as they build a Minto starter home on Taradale Cres. in Barrhaven from the foundation up under the watchful eye of their teacher Damien Brown-Graham.

"The benefit of this program is that I have the time to teach and explain why certain things are done a certain way," he said. "We have plenty of opportunity to re-do, so students are allowed to make mistakes, which is a very important part of learning."

These students have learned from a variety of trades and have developed connections within the building community that may lead to jobs.

MORE TRAINED WORKERS

A Minto foreman Allan Rathwell has overseen the project from its beginning in October. The hope is that with more students learning the trades, Minto and other companies like it will benefit by having a larger pool of trained workers to draw from.

The construction program is just one of several new Focus Programs offered by the Ottawa-Carleton Catholic School Board. The programs provide hands-on learning geared toward students who may not do well in a classroom setting. They are centred around a teacher who has a particular interest or skill and can develop the program.

Once the programs are established, students from that school or others within the board can participate.

The province's efforts to keep kids from dropping out of school by requiring them to remain until age 18 or until graduation doesn't get to the root of why they want to leave in the first place. But by implementing programs that provide them with an educational experience, it keeps them interested in learning.

The dozen students working on the house are all in either Grade 11 or 12 with the exception of Nicholas Rinaldo, 18, who had graduated and decided to stay on an extra semester specifically so he could take the



Students Kevin Heyerhoff, 17, left, and Jason Rousseau, 18, install an attic hatch in a house as part of the Construction Focus Program yesterday. (Blair Gable/SUN)

program.

JOB OFFER

His investment has paid off in the form of a job offer as a framer with a local company as soon as he finishes his semester. The other students are lining up summer jobs.

"It's been a life changing experience, basically," said student Kevin Heyerhoff, 17. "It's something I can brag about."

The Grade 12 student wants to get into the trades to start, and then plans on starting his own custom home construction company.

Focus programs are being run in schools throughout the board with intentions to expand them in the coming year.

Not all are in partnership with external agencies.

At the Barrhaven house, the students will finish their work on Thursday. It's with a mix of emotions that the build is coming to an end.

"Not many people can say they built a house," said Heyerhoff.

La fin d'une magnifique tradition dans Prescott-Russell



Adrien
Cantin

acantin@ledroit.com

Nous avons, ces jours-ci, toutes les raisons au monde d'être tristes à mourir.

L'hebdomadaire *Le Carillon*, de Hawkesbury, rapportait la semaine dernière qu'il n'y aura pas, en mars prochain, de 9^e édition du Banquet de la Francophonie de Prescott-Russell. C'est donc la fin de l'événement qui était pourtant devenu le plus marquant pour la communauté francophone de l'Est ontarien.

Cette activité annuelle avait été initiée en 1999 par l'ex député de Glengarry-Prescott-Russell et président de l'ACFO régionale, Jean Poirier, qui, depuis, la tenait à bout de bras avec sa conjointe, Dominique Saubestre.

500 CONVIVES

C'était l'événement le plus couru de la francophonie régionale. Près de 500 convives avec une centaine d'autres sur une liste d'attente. Politiciens, professionnels, dirigeants d'entreprises ou d'organismes, tout le gratin de l'univers francophone de la région tenait à s'y faire voir. L'Ambassade de France au Canada y réservait chaque année deux tables et des diplomates de d'autres pays francophones, dont la Belgique et la Suisse, y participaient.

Jean Poirier avait, en même temps, fondé l'Ordre de la francophonie de Prescott-Russell, à laquelle jusqu'à une demi-douzaine de citoyens étaient admis chaque année lors du banquet.

En 2001, on y ajoutait le Prix Jeunesse Thomas-Godefroy (premier européen qui, encore adolescent, foula le sol de l'Ontario) puis, en 2004, le Prix Alfred-Éventurel, en l'honneur du seul politicien franco-ontarien à présider l'Assemblée législative de l'Ontario (1895 et 1898), et qui aura donné son nom au village d'Alfred.

RÉSEAUTAGE

Ce n'était pas qu'un gros *party* annuel. C'était devenu le plus beau et le plus gros, où chacun en profitait pour soigner ses réseaux, en établir de nouveaux, réparer certains pots cassés au cours de l'année précédente, ou tout simplement se retrouver « en famille » autour d'un somptueux (à 75 \$ le couvert, quand même) repas signé par le réputé chef Luc Gielen.

On y faisait le plein de fierté communautaire pour en repartir chargé à bloc, soulagé de ses cartes d'affaires mais les poches pleines de celles des autres qu'on ne tarderait pas à relancer afin de poursuivre des discussions interrompues par le service, les quelques discours et les présentations aux plus méritants parmi l'auditoire.

C'était un lieu de rassemble-

ment; un véritable phare dans la vie communautaire de l'Est ontarien. On en parlait dans toute la province comme d'une initiative exemplaire, d'un modèle dont s'inspirer.

Et bien, c'est fini!

Plus de *party*, plus de prix Jeunesse, plus de prix Éventurel, pas de prix Ferdinand-Larose (il venait d'être institué). Le modèle est cassé, l'inspiration est à plat.

UNE SEULE DYNAMO

Comment est-ce arrivé? Simple, semble-t-il. L'activité reposait principalement sur les épaules d'un seul homme, une véritable dynamo, un obsédé, un excessif. Pour paraphraser le proverbe: c'était une tâche impossible; mais ce naïf, qui ne savait pas que c'était impossible à réaliser, s'y attaquait à corps perdu et la réalisa. À son propre compte, avec sa conjointe, sans subventions.

Tous n'étaient pas toujours d'accord avec lui. Il en frottait régulièrement plusieurs à rebrousse-poil... parmi lesquels, à l'occasion, l'auteur de ces lignes. Mais tous savent que lorsqu'il s'attaquait à une tâche, il y investissait une énergie peu commune. Et ça finissait le plus souvent par marcher, parfois magnifiquement bien, comme ce Banquet de la Francophonie.

Il semble bien que nous manquions aujourd'hui de tels individus. Jean Poirier s'est retiré, il y a quelques mois, de la vie publique et de l'ACFO de Prescott-Russell.

Il n'y resterait donc que des

Le Droit 2/2**Date:** JAN 23 2007**Page:** 15

gens sages, qui savent, eux, que la tâche est trop lourde. Cette merveilleuse réalisation de Jean Poirier meurt donc en même temps que sa retraite des activités de la francophonie - retraite bien méritée après plus de trois décennies de services.

C'est vraiment dommage, et triste à mort. Une société, ou une communauté, incapable de reproduire ses obsédés, ses excessifs et ses naïfs, du type qui foncent d'abord parce que c'est la chose à faire, et qui n'évaluent le danger qu'après, est une société, ou une communauté, qui a certains problèmes. En serions-nous là?

INDIVIDUS

La communauté franco-ontarienne se porte très bien dans un certain nombre de secteurs d'activité. En éducation, par exemple, ou dans le secteur des soins de santé, où des progrès très importants ont été réalisés au cours des dernières décennies. Mais les victoires et les acquis furent souvent arrachés à la suite d'efforts individuels dépareillés. Par exemple, Montfort.

Consultez la liste des 100 Franco-Ontariens ayant marqué leur communauté, constituée le printemps dernier dans le cadre du centenaire de l'école Guigues. Le tiers de ceux et celles dont les noms y apparaissent sont morts. Peu de ceux et celles qui restent sont âgés de moins de 50 ans, un grand nombre à la retraite.

C'est peut-être normal, mais peut-être bien que non.

Orleans Weekly Journal

Date: January 19, 2007

Page: 9

Special education back on board chopping block

> Patricia Lonergan

With the reserves dried up and no new funding on the way, the Ottawa-Carleton District School Board is looking to cut \$27.7 million from next year's budget along with a number of staff positions.

On Wednesday Jan. 10 the board released its management plan for the 2007-2008 budget year. It recommends millions of dollars worth of reductions phased in over a two-year period.

Special education could see the bulk of cuts, with staff recommending programming be slashed by \$9.6 million, or 11.6 per cent.

According to the report, the board spends \$10.3 million more on special education than it receives in provincial funding. Most of the money is spent on staffing costs, so reductions are tied to staffing issues. Recommendations include eliminating 75.7 full-time equivalent positions in specialized

and system classes and in specialized support and services. Some of those services include audiology, occupational therapy, speech therapy, learning support teachers, educational assistants, and special education learning centres.

Proposed cuts to special education will come as bad news for parents who successfully fought to keep many of these same positions filled after they faced the chopping block during last year's budget deliberations.

The instruction envelope could see a budget cut of \$11.6 million, or 2.9 per cent. That includes the loss of 46 full-time equivalent elementary teachers, 9.6 full-time equivalent English as a Second Language teachers, and three Multicultural Liaison Officers.

The report notes that proposed cuts to teaching staff would bring levels more in line with the provincial formula. The most immediate impact of these changes would be at the intermediate grades (Grades 7 and 8) where

double staffing would be reduced.

School operating budgets could be trimmed by a total of \$2.2 million on a per capita basis, meaning schools would have less money to spend on learning materials and field trips. Other proposed cuts include reducing transportation costs by \$2.7 million, or 9.8 per cent. That could mean eliminating busing to certain high school programs and dropping noon-hour busing for kindergarten students starting Sept. 2008.

Two elementary school closures and reductions in supplies and operating costs could mean \$1.4 million in savings in the facilities envelope while staffing reductions at the board could mean a \$1.2 million cut to central administration.

The board's budget committee is scheduled to receive the management plan on Monday Jan. 15. Budget discussions will start on Feb. 5.

Orleans Weekly Journal

Date: January 19, 2007

Page: 9

It's registration time for kindergarten

> Patricia Lonergan

It's almost time to register your child for junior and senior kindergarten at Ottawa schools.

Parents looking to enroll their children in either the Catholic or public board for the next school year can do so in the coming weeks.

Kindergarten registration for the Ottawa Catholic School Board starts this month, while public school children will get a chance to sign up in early February.

Both boards require specific forms before registration can take place:

Registration for junior and senior kindergarten at the Catholic board takes place the week of Jan. 29 to Feb. 1 at all schools for kids turning four or five by Dec. 31, 2007.